Zeitschrift: Annales fribourgeoises

Herausgeber: Société d'histoire du canton de Fribourg

Band: 73 (2011)

Buchbesprechung: Notes de lecture

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'ÉGLISE FACE À LA MODERNITÉ

Frédéric Yerly, *Jalons en histoire religieuse*, Fribourg: SHCF 2010, 336 p. (Archives de la Société d'histoire, nouvelle série, vol. 6)

Frédéric Yerly (1964-1998) est un jeune historien trop tôt disparu, qui a marqué les personnes qui ont eu la chance de le côtoyer. Le livre posthume regroupe quatorze études riches et documentées qu'il avait publiées dans plusieurs revues et ouvrages collectifs, où l'on sent un auteur en possession de la matière qu'il traite et du style de l'historien professionnel. Il est introduit par les hommages appuyés de l'éditeur, le professeur Francis Python, ainsi que d'Etienne Fouilloux, professeur émérite à l'Université Lumière-Lyon 2, avec qui F. Yerly avait noué une correspondance.

Regroupés en cinq thèmes plus ou moins chronologiques, les articles traitent tous, d'une manière ou d'une autre, du rapport de l'Eglise à la modernité. Plusieurs ont Fribourg comme centre de réflexion mais, on le verra, l'auteur ouvre largement le champ de ses recherches. Il les a introduites par une très riche bibliographie, certes ancienne de quinze à vingt ans environ, mais toujours précieuse.

Le premier thème, celui du travail de licence du jeune historien, concerne la religion populaire. En analysant le combat de l'évêque de Lausanne Joseph-Nicolas de Montenach (1758-1782) contre les abus des processions et des fêtes, F. Yerly montre le rôle des autorités fribourgeoises, religieuse et civile, dans une nouvelle approche de la religion, alors que le clergé paroissial et le monde des réguliers épousaient plus volontiers la cause des fidèles. C'était en effet une véritable «civilisation de la procession» (p. 71) que connaissaient les paroisses d'Ancien Régime, pour qui les déplacements vers des sanctuaires régionaux, Bourguillon, Berlens, Belfaux etc. conjuguaient nécessités religieuses et rencontres profanes. Nous avons apprécié la nuance mise par l'auteur entre les différentes zones de ferveur, celle-ci diminuant à mesure que l'on s'éloigne des Anciennes Terres autour de Fribourg. L'influence des autorités sur la religion populaire se décline aussi par une étude consacrée au pèlerinage

de Notre-Dame des Marches qui, de modeste pèlerinage local, se transforma à la fin du XIXe siècle en un «petit Lourdes fribourgeois».
Dans la deuxième partie, nous abordons quelques «nouvelles approches du problème religieux». En questionnant le «retour du sacré», entreprise dans laquelle il se livre à une explication intéressante et nuancée du concept souvent mal compris de «désenchantement du monde» lancé par Max Weber, l'auteur accepte le principe de la sécularisation si elle signifie la perte en place et en influence des institutions religieuses, mais invite à considérer «le sacré» comme une réalité dépassant «la religion» (p. 109). A cette réflexion générale, l'étude suivante enchaîne sur un cas concret: l'évolution de la *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, depuis sa fondation en 1907 jusqu'à nos jours, où l'intérêt glisse d'une réflexion confessionnelle, voire même très apologétique et militante dans l'entre-deux-guerres, à «l'émancipation de la gouverne ecclésiale ou de toute autre forme de régulation externe» (p. 136). Comme ces mots l'indiquent, l'auteur a soin de se démarquer d'une emprise confessionnelle sur la profession d'historien. Faut-il y voir une attitude distante envers l'institution? Plusieurs fois en tout cas affleure dans le livre le reproche que l'Eglise donne une vision pessimiste de l'homme. La petite étude sur le jeûne dans la tradition catholique le confirme. C'est «dans un contexte civilisationnel d'intense culpabilisation collective» (p. 146) que l'Eglise permet l'intériorisation des pratiques, notamment du jeûne.
F. Yerly s'est passionné pour l'ouverture des chrétiens au monde. Il a su défricher un sujet peu étudié jusqu'alors: la Mission catholique suisse en faveur des prisonniers de guerre. Durant la Première Guerre mondiale, à l'instigation du Conseil fédéral, l'évêque de Lausanne et Genève avait accepté en effet de déléguer un prêtre de son diocèse pour visiter les camps de prisonniers en Allemagne. Le secrétariat installé à Fribourg devint rapidement une plaque tournante du monde humanitaire de l'époque. Grâce à l'auteur, on apprend quel fut le rôle joué par l'abbé Eugène Dévaud dans les visites de camps, combien la réalité différait des bruits circulant sur le sort des prisonniers, ou comment la papauté profita de l'opportunité humanitaire pour sortir de son isolement politique et diplomatique. Rome insistait en effet pour que ce fût «au nom du Vatican» que les familles soient informées au sujet des personnes disparues (p. 199).
L'ouverture des chrétiens au monde se décline aussi pour F. Yerly dans ses études consacrées à l'internationalisme catholique. Au sortir de la

Première Guerre mondiale, alors que la Société des Nations se mettait en place à Genève, des catholiques de Suisse (l'aristocrate fribourgeois Georges de Montenach par exemple), de France, d'Italie etc. sentirent le besoin de réfléchir ensemble sur les questions internationales. Ce fut le départ de l'Union catholique d'Etudes internationales (UCEI), fondée à Paris en 1920, avec un secrétariat établi à Fribourg. Son influence sur les décisions de la SdN fut à peu près nulle, certes, mais le groupe permit de familiariser les catholiques avec une institution souvent regardée avec méfiance comme une émanation du protestantisme et de la franc-maçonnerie. Ses membres estimaient être les héritiers de l'Union de Fribourg, qui avait réfléchi à la question sociale autour de Mgr Mermillod à la fin du XIXe siècle. Ils attendirent, mais en vain, une encyclique pontificale qui eût couronné leurs travaux, comme ce fut le cas (du moins le pensait-on) de *Rerum novarum* pour l'Union de Fribourg. Après avoir atteint sa vitesse de croisière vers 1930 et organisé quatre Semaines internationales à Genève de 1929 à 1932, l'UCEI ne survécut pas aux défis des années 1930. La tendance de Gonzague de Reynold de se plier à «l'ordre nouveau» était trop opposée à la tendance démocrate du chanoine français Eugène Beaupin.

La cinquième partie de l'ouvrage est plus décousue du point de vue chronologique (l'UCEI encore, chère à l'auteur, et sa Semaine internationale de 1932; l'accord de décembre 1993 entre Israël et le Saint-Siège; l'objection de conscience chez les catholiques suisses). Elle traite des catholiques face aux défis de la paix. Durant l'entre-deux guerres, la question du désarmement était sensible dans le monde catholique, certains allant dans le sens du pacifisme alors que d'autres comme G. de Reynold s'opposaient résolument à toute attitude jugée angélique. Organisée en parallèle à la Conférence internationale pour la limitation et la réduction des armements, la Semaine catholique internationale de 1932 révèle des clivages dans l'UCEI, qui s'accentueront au moment de la crise éthiopienne et entraîneront la disparition de cet organisme. F. Yerly parle ensuite de l'accord entre le Saint-Siège et Israël ou, pour reprendre une expression d'Henri Tincq, de la réconciliation entre «la ville des diplomates», Rome, et la «ville des prophètes», Jérusalem (p. 299). L'auteur saisit l'occasion pour revenir sur l'histoire des relations – forts circonspectes – du Saint-Siège envers l'Etat hébreu. Il propose de considérer l'accord de 1993 non seulement comme un acte politique redorant le blason de la diplomatie vaticane au Moyen Orient (et mal

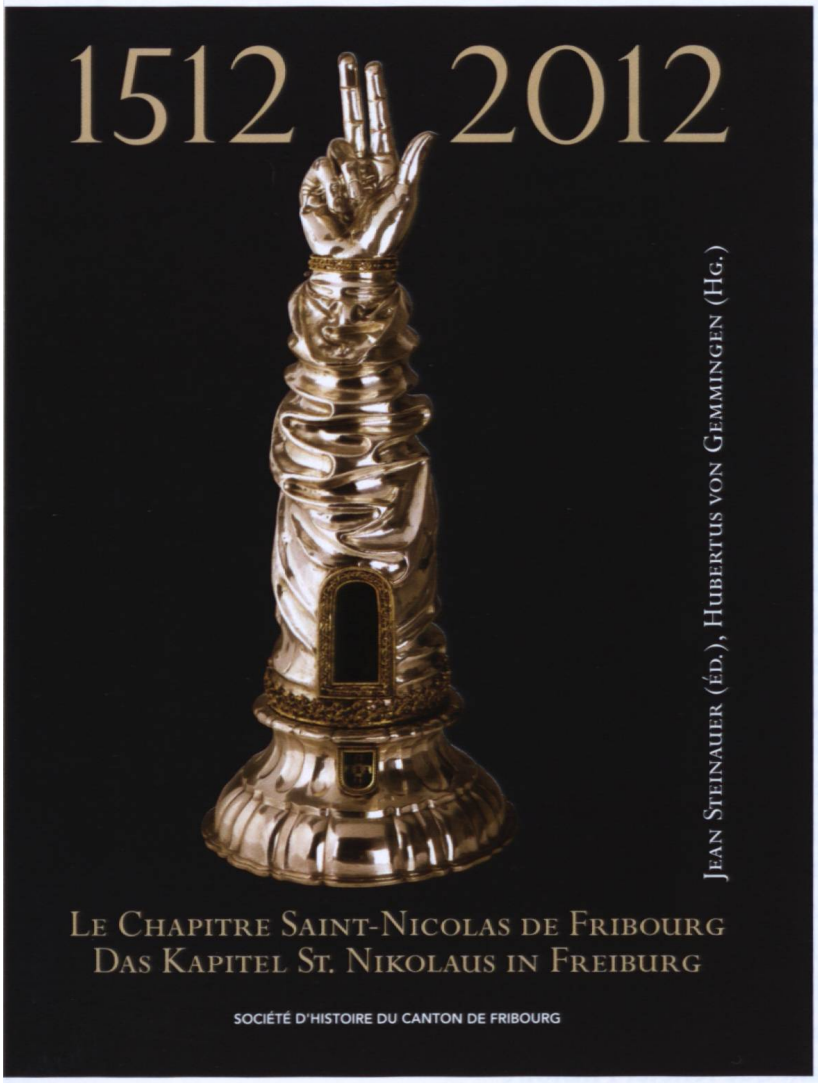
perçu par certains responsables chrétiens locaux), mais aussi comme une pierre blanche dans le dialogue judéo-chrétien. La dernière étude de F. Yerly aborde l'objection de conscience en matière militaire chez les catholiques suisses. Un chemin est parcouru entre sa ferme condamnation, lancée en 1956 par Mgr Charrière, l'évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, dans le contexte de la Défense spirituelle du pays, jusqu'à la constitution *Gaudium et spes* du concile Vatican II, au Synode des évêques de 1971, et finalement au Synode 72 des diocèses de Suisse. La décision du Synode 72 consacrait la légitimité de l'objection de conscience. Elle est saluée par F. Yerly: au moment où le catholicisme sortait de son ghetto face à l'Etat, «il s'autoris[ait] une fonction critique qu'on aurait pu croire définitivement émoussée par la marche du temps et de l'intégration» (p. 335). Tout le livre du jeune historien se termine ainsi par une note positive: même dans un contexte de sécularisation, le catholicisme, dans ses fidèles et aussi dans sa hiérarchie, peut envisager l'avenir comme un espace où il fera entendre sa voix, au service de l'humanité.

Jacques Rime

UN CHAPITRE DE CINQ-CENTS PAGES

1512 – 2012. Le Chapitre Saint-Nicolas de Fribourg: foyer religieux et culturel, lieu de pouvoir / Das Kapitel St. Nikolaus in Freiburg: Hort des Glaubens, der Kultur und der Macht, **Jean Steinauer et Hubertus von Gemmingen éds., Fribourg: SHCF 2010, 530 p. (Archives de la Société d'histoire, nouvelle série, vol. 7)**

En langage d'organiste, un chanoine est un tuyau qui ne produit aucun son, mais remplit une fonction purement décorative en façade de l'instrument. Les chanoines de Saint-Nicolas, bien sûr, ne méritent pas cette ironie. Leur collège n'a cessé d'être, cinq siècles durant, un acteur central de la vie religieuse, culturelle, politique et sociale du canton de Fribourg. On peut même dire qu'il est né avec lui. Certes, la ville a été fondée en 1157 déjà, mais c'est entre 1481 et 1555 qu'elle devint une ville-Etat, pratiquement souveraine, à la tête d'un territoire *grosso modo* identique à celui du canton actuel. Et certes il existait déjà un chapitre avant le Chapitre, pour reprendre l'expression de Kathrin Utz Tremp; entendons que le clergé de Saint-Nicolas était monté en puissance et s'était organisé en communauté cléricale réglée bien avant que la bulle du pape Jules II l'érigeât en Chapitre, l'an du Seigneur 1512. Mais il y a bien plus qu'une coïncidence chronologique entre les deux processus; et pour quatre bons siècles, désormais, le Chapitre allait impulser autant que refléter l'histoire cantonale, se tenant au cœur des évolutions et des conflits qui l'ont marquée. Solidarité, voire consubsantialité entre l'histoire d'un Etat et celle d'une institution ecclésiastique, voilà – nous paraît-il – la première leçon à tirer de cet ouvrage, par nature impossible à résumer. On la vérifie dans presque tous les domaines et par des biais divers. L'évolution des rapports entre la ville et les campagnes de Fribourg? Voyez non seulement la composition du Chapitre, qui ne se «ruralise» qu'au XIXe siècle, mais aussi le statut préférentiel des paroisses qui lui furent incorporées tout au long de l'Ancien Régime. Le développement des sciences, des lettres et des arts? Sans même remonter à la première heure, musicalement glorieuse, des Wannenmacher et des Kotter, virés pour cause de tendances luthériennes,



parcourez les biographies des chanoines Charles-Aloyse Fontaine, Aloys Czech (un Rédemptoriste, en fait, nommé sous-chantre à Saint Nicolas) ou, tout près de nous, Gérard Pfulg, pour ne citer que ceux-là. La présence des chanoines au cœur de l'Etat, manifeste dès le départ, s'est prolongée jusque dans les arrangements posthumes de feu la République chrétienne: quand nous étions petits enfants, je veux dire au milieu du XXe siècle encore, c'est le Chapitre de Saint-Nicolas qui fournissait les cadres de l'instruction publique, chefs d'établissements (le Collège, l'Ecole normale…) et inspecteurs scolaires.

Une deuxième dimension de l'histoire capitulaire ressort, avec évidence, de ce volume: si les occupants des stalles sont en général dignes et pacifiques, leur institution a vécu au travers d'incessants conflits. Le milieu ecclésiastique, peut-être parce qu'il baignait dans un droit canon précocement développé, n'a jamais été le moins chicanier qui fût, surtout aux temps lointains où son existence matérielle dépendait de son habileté à gérer les biens d'Eglise – et d'abord à les augmenter. A peine institué, le Chapitre combattait en cour de Rome les prétentions du commandeur de Saint-Jean sur la (future) paroisse de ce nom. Les tensions, pour user d'un euphémisme, entre les chanoines de Fribourg et l'évêque de Lausanne dépossédé de son trône n'ont disparu, et encore, qu'avec l'élection à ce siège d'un patricien fribourgeois (Pierre de Montenach, en 1688), lui-même chanoine bien sûr. Et l'on ne mentionne ici que pour mémoire les bras-de-fer du XIXe siècle entre chanoines libéraux-radicaux et conservateurs, conflits certes internes mais qui transportaient dans l'institution les luttes politiques du moment.

L'ouvrage refermé, on s'interroge sur l'effacement actuel du Chapitre, devenu cathédral en 1925 avec l'installation de l'évêque à Fribourg. Son effectif a fondu, les signes de son prestige ont disparu (la crosse et la mitre du

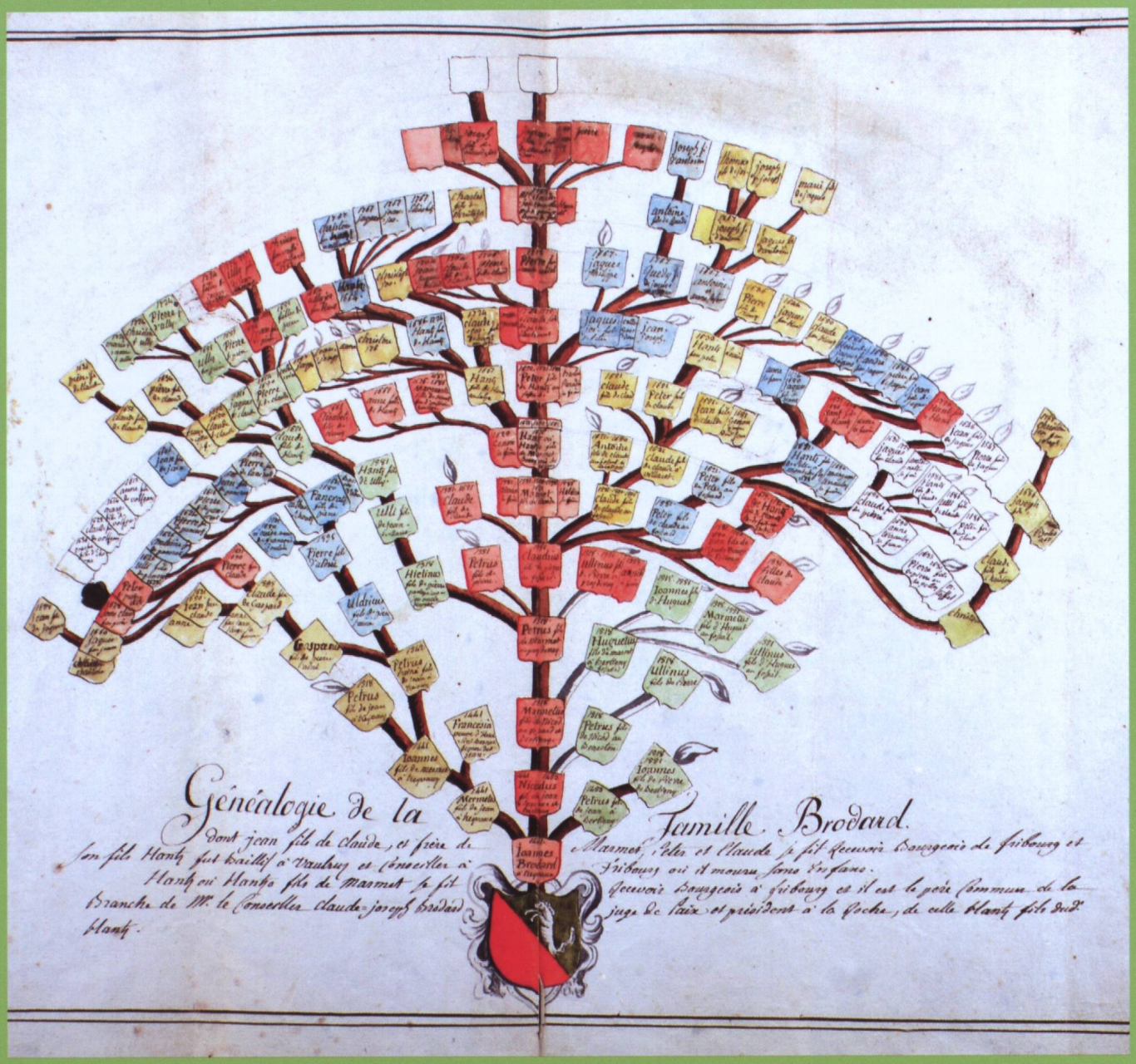
prévôt), son statut s'est banalisé en sortant du doit public fribourgeois: le prévôt n'est plus nommé par le Grand Conseil, ni les chanoines par le Conseil d'Etat, ni le curé de ville par les bourgeois de Fribourg. Le Chapitre n'est même plus le conseil exclusif de l'évêque, entouré de force instances dans un organigramme complexe, et il n'a rien eu à dire sur le choix du futur chef du diocèse, alors que cette prérogative traditionnelle dans l'Eglise romaine – et si parfaitement conforme à la tradition démocratique suisse – est conservée dans les évêchés de Bâle et de Saint-Gall, par exemple. Les fidèles se consoleront peut-être de l'amoindrissement du Chapitre en saluant la permanence de sa fonction première: les chanoines célébrent toujours l'office, et tous les jours, dans le chœur de Saint-Nicolas.

Quant aux historiens, ils auront de la gratitude pour une institution qui a fait preuve, en vue de son cinquième centenaire, d'une totale ouverture à la recherche scientifique. Non seulement les chanoines ont libéré l'accès à leurs archives, déposées aux AEF, mais encore ils ont consenti un très gros effort financier, de l'ordre de 180 000 francs, pour les faire classer et répertorier dans les règles de l'art. Un indispensable travail, conduit par Silvia Zehnder-Joerg, qui a nourri pratiquement tout le colloque dont ce volume contient les Actes, et qui continuera de fertiliser la recherche historique à Fribourg. A ce titre encore, le Chapitre de Saint-Nicolas aura bien mérité de la république.

Jean Steinauer

Le volume ici recensé contient les Actes du colloque tenu du 3 au 5 février 2010 à l'ancien Hôpital des Bourgeois de Fribourg. Organisation: Kathrin Utz Tremp (AEF) et Francis Python (uni FR). Communications de 31 historien(ne)s, travaillant à Fribourg dans leur quasi totalité. Conférence initiale de Guy P. Marchal, a. prof. uni LU.

Leonardo Broillet



MES AÏEUX !

Un Guide de recherches aux Archives de l'Etat de Fribourg

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU CANTON DE FRIBOURG

PAUVRES ET HONNÊTES, VOS AÏEUX? PAS DE CHANCE…

Leonardo Broillet, *MES AÏEUX! Guide des recherches généalogiques et biographiques aux Archives de l'Etat de Fribourg*, Fribourg: SHCF 2010, 144 p. (Archives de la Société d'histoire, nouvelle série, vol. 8)

Pierre Zwick est président de l'Institut fribourgeois d'héraldique et de généalogie.

Derrière le ravissant arbre de descendance de Jean Brodard, figurant en couverture de cet excellent opuscule, le lecteur découvre plus qu'un simple manuel d'introduction à la généalogie. Les perspectives ouvertes par l'ouvrage de Leonardo Broillet dépassent largement le champ de cet exercice qui prête parfois à sourire, lorsqu'il se résume à dresser des listes arides ou des tableaux squelettiques dans lesquels l'homme de la rue espère découvrir la mention d'un ancêtre célèbre.

Pour la majorité d'entre nous, les racines sont à la campagne; nos ancêtres étaient agriculteurs, pintiers, charpentiers, cordonniers. Les plus modestes étaient domestiques, laboureurs ou simplement journaliers. Parfois l'un d'entre eux accédait à une charge publique locale, comme métral, justicier, banneret, châtelain ou gouverneur. Des notaires lettrés connus dès la fin du XVe siècle sont qualifiés d'égrège (du latin *egregius*, distingué, éminent) ou de discret (au sens de mis à part). Au XIXe siècle apparaissent les premiers instituteurs, appelés dans le latin des curés de campagne *ludi magistri*, comme si l'école obligatoire qui venait d'être instituée était un jeu! Ceux qui étaient parvenus à réunir quelques économies, ou à faire un beau mariage, pouvaient devenir propriétaires terriens avec maison, four et jardin.

Les racines de patronymes locaux qui apparaissent déjà dans les documents du XIIIe siècle montrent qu'une grande partie de la population est installée dans le pays depuis la nuit des temps ou presque. L'émigration individuelle pour le service militaire étranger est bien connue. Les absences sont, dans la règle, momentanées, à moins qu'une rencontre amoureuse durable avec une âme sœur se conclue par la fondation d'un foyer loin du pays natal. Abordée sous cet angle, la généalogie n'est plus simplement un passe temps pour retraités oisifs ou nostalgiques, mais elle devient l'histoire des familles et doit être reconnue comme telle au

titre de science par les milieux des historiens.

Les sources d'information sont nombreuses. Elles sont proches de nous, accessibles gratuitement et en permanence, pour autant que l'on prenne la peine d'aller les consulter, les compulser, les déchiffrer, les interpréter dans les services des archives officielles publiques. Les questions posées et les remarques émises par les visiteurs lors d'opérations portes ouvertes telles que la Nuit des musées ou les Journées du patrimoine montrent bien l'envie de découvrir par soi-même une histoire populaire souvent occulté par la grande histoire, l'histoire héroïque, ou l'histoire officielle enseignée autrefois dans les écoles pour éduquer la jeunesse.

Le guide de recherches écrit par Leonardo Broillet vise deux buts. D'une part, il veut présenter un panorama, le plus complet possible, des ressources offertes par les Archives de l'Etat de Fribourg. D'autre part, il veut aller plus loin et offrir un outil de travail aux chercheurs et aux étudiants universitaires qui travaillent dans les domaines de l'histoire sociale et de la biographie.

L'auteur commence par un avertissement. La dure réalité des archives est différente du monde actuel dans lequel les équipements informatiques donnent accès à des moteurs de recherche performants, qui livrent sur un clic de souris une abondante quantité d'informations généralement faciles à lire. Le chercheur débutant aux archives doit s'initier d'abord à un système très touffu de répertoires rédigés à diverses époques. S'il parvient à découvrir le document recherché, il constate que, très souvent, les index sont inexistants et qu'il lui faut parcourir des multitudes de pages, parfois en vain. S'il veut se mettre à la lecture, il est confronté, dans notre canton bilingue, à l'écriture cursive allemande, dont la calligraphie est absolument inabordable sans apprentissage préalable. S'il veut aborder les registres paroissiaux, il retiendra rapidement les quelques mots de vocabulaire romain indispensables pour saisir les principales informations; mais s'il ne connaît pas bien le latin, il passera à côté des commentaires édifiants ou cocasses ajoutés de temps en temps par le curé.

Après cette mise en garde, le lecteur découvre successivement les différentes sortes de documents qui pourront lui être utiles.

Il savait déjà qu'il allait trouver des généalogies toutes faites et qu'avec beaucoup de chance, il allait peut-être pouvoir s'y raccrocher. Sinon, il lui faut se mettre véritablement au travail. Les registres paroissiaux constituent le grand tronc commun qui recense la population catholique

du canton à partir du XVIIe siècle, lorsque les effets du concile de Trente se font sentir dans nos contrées, avec en particulier un contrôle très strict de l'Eglise sur ses fidèles, dès leur naissance et jusqu'à leur mort. Les sources secondaires de type administratif, bien que conçues à des fins différentes, sont très utiles pour identifier les rapports généalogiques entre les individus. Dans cette catégorie se trouvent les recensements militaires d'abord, puis les recensements généraux ordonnés tous les dix ans à peu près, le premier datant de 1811. Les registres de l'assurance des bâtiments et le cadastre du XIXe siècle offrent la possibilité de suivre une famille de propriétaires à travers les héritages et les partages successifs. Les grosses, dites aussi terriers, rentiers ou extendes, sont des documents de nature fiscale basés sur la propriété foncière, qui fournissent le même genre d'information sous l'Ancien Régime. Les Archives de l'Etat de Fribourg conservent l'un des plus riches fonds notariaux de Suisse. La recherche d'informations généalogiques ou biographiques y est particulièrement fastidieuse mais peut se révéler intéressante. Il faut relever aussi toute la documentation judiciaire dans laquelle, lors de l'enquête, les modes de vie des personnes inculpées sont crûment exposés. Leonardo Broillet cite encore bien d'autres sources utiles et intéressantes, dont la simple énumération dépasserait le cadre de cet article.

Pour ma part, j'ai retenu la leçon de modestie suivante: si vos ancêtres n'appartenaient pas à la noblesse, s'ils ne possédaient pas de biens et s'ils se sont honnêtement comportés sans jamais être inquiétés par la justice, vous n'avez aucune chance de les retrouver en deçà du XVIIe siècle, perdus qu'ils sont dans les oubliettes de l'histoire.

Pierre Zwick

La fabrique de Montilier
au début du XXe siècle…

MONTILIER À L'HEURE DU SUCCÈS

Corinne Aeberhard, Urs Haenni et Markus F. Rubli,
Zeitgeschichten. Das Dorf Muntelier und seine Uhrenindustrie,
Montilier, 2010, 208 p.

L'ouvrage de Corinne Aeberhard, Urs Haenni et Markus Rubli comble assurément une lacune historiographique, puisque les références scientifiques relatives au développement de l'horlogerie à Montilier ou traitant du rôle de ses promoteurs sont relativement peu nombreuses. En ce sens, le grand mérite des auteurs est sans nul doute celui d'avoir opté pour une réécriture historique fondée sur des sources primaires de diverse nature: archives du Musée international de l'horlogerie de La Chaux-de-Fonds, archives de l'Etat de Fribourg, archives communales de Montilier et de Morat. S'appuyant sur une bibliographie qui aurait peut-être mérité un meilleur développement, notamment quant à l'utilisation des périodiques professionnels (*Fédération horlogère suisse*, *La Montre suisse* ou encore *Revue internationale de l'horlogerie*), cet ouvrage intelligemment illustré place son objet d'étude – aujourd'hui disparu – au croisement de l'histoire industrielle, technologique, rurale, publicitaire, familiale mais aussi sportive.

Pas moins de quinze chapitres structurent le propos, invitant le lecteur à parcourir les heurs et les malheurs de la fabrication horlogère à Montilier. Ouvrant avec… la fermeture de l'entreprise en 1978, et les projets immobiliers de l'entrepreneur Werner Wigger qui en découlèrent, les auteurs s'attellent d'abord à retracer les grandes lignes de l'industrialisation fribourgeoise à partir du milieu du XIXe siècle, pour ensuite donner la parole aux témoins qui ont vécu le quotidien de la fabrique d'horlogerie: secrétaire, chef d'atelier ou polisseur. Dans un second temps, le livre s'arrête plus précisément sur les artisans du développement de l'entreprise: Daniel Gerhard Fasnacht (1794-1856), Ovide Dommon (1807-1873), Hans Rychner (1813-1869), Eduard Kinkelin (1797-1879) et le conseiller national fribourgeois Constantin Dinichert (1832-1916). Ce sont eux qui ont permis la transformation progressive de l'atelier initial en manufacture, au gré des évolutions

Johann Boillat est doctorant à l'Institut d'histoire de l'université de Neuchâtel.

conjoncturelles et structurelles des marchés. On apprend avec intérêt que des tentatives de rapprochement ont eu lieu dans le dernier quart du XIXe siècle avec d'importantes manufactures de l'arc jurassien – Longines ou Girard-Perregaux – amenant leurs représentants à siéger au conseil d'administration de la fabrique de Montilier: ainsi d'Ernest Francillon, Jules Grandjean, Constantin Girard-Perregaux ou encore Paul Sandoz.

A la faveur du premier XXe siècle, dopée par les années de guerre la fabrication d'horlogerie à Montilier se renforce, notamment sous la houlette des nouveaux administrateurs, Constant Dinichert (1862-1940) et Henri Buchs (1856-1934), qui développent une série d'outil de gestion du personnel: organisation des ateliers, caisse de retraite, caisse maladie, travail féminin, autant de transformations professionnelles novatrices, qui font de la «Société d'horlogerie» un des fleurons industriels du district de Morat. Les crises de l'entre-deux-guerres ont un impact direct sur l'entreprise, dont les marques – Adria, La Morat, Colonia, Velora ou encore Montilio et Silurus – souffrent de l'effondrement des marchés, américain notamment. Les difficultés financières amènent les administrateurs, dont Charles Léon Christen (1891-1952) à réduire le capital-actions en 1924. Malgré la liquidation de la première société, l'industrie horlogère du village est sauvée *in extremis* grâce à la mobilisation des milieux politiques et financiers cantonaux, sous l'impulsion notamment du conseiller d'Etat Victor Buchs (1866-1953). Bénéficiant de nouveaux apports de fonds, l'activité repart sur de nouvelles bases juridiques, puisqu'en 1936 la société Montilier Watch Co. SA est fondée par les anciens administrateurs.

Après des années de guerre marquées par le développement d'activités de décolletage pour l'armée suisse, celles de l'après-guerre sont l'occasion pour la direction de lancer de nouveaux produits afin de positionner la société sur le marché des calibres sportifs (Telefoot) ou de qualité supérieure (Timor). Les exercices des décennies 1950 et 1960 sont particulièrement fastes. En ce sens, le centenaire de la manufacture célébré en grande pompe en 1952, borne avec le grand incendie de 1963 l'apogée de l'entreprise.

Pour terminer, les auteurs s'attardent avec intérêt sur deux dimensions économiques typiques de fabriques horlogères ayant atteint un seuil de développement important. Premièrement, on note l'émergence d'activités industrielles gravitant autour du noyau initial, à partir des années 1920: les fabrications de boîtes à musique ou d'interrupteurs automatiques sont

...et vers 1950 (Timor Watch): l'outil de travail s'est modernisé, la main-d'œuvre féminisée, et la production taylorisée. Collection privée, photos aimablement fournies par l'éditeur.

autant d'exemples d'une diversification industrielle. Deuxièmement, le contexte des années 1960-1970 est déterminé par le rapprochement de la fabrique de Montilier avec Ebauches SA, propriétaire de la marque Derby. Une association qui verra pour quelques années le développement d'une production de prototypes axée sur des technologies nouvelles: le plastique, le quartz et l'électronique. Un partenariat qui fera hélas long feu, dans la mesure où la crise structurelle des années 1970 qui s'abat sur l'ensemble de la branche horlogère suisse, contraint les associations patronales à redimensionner intégralement le parc industriel du pays, faisant de Montilier, un lieu «trop petit pour la Swatch!».

Au final, l'étude est une belle réussite, alliant agréablement démarche scientifique et vulgarisation. On peut toutefois regretter l'absence de références explicites au cartel horloger et au positionnement de la Montilier Watch Co. SA par rapport aux organisations patronales de la branche (CSH, FH, Ebauches SA, Ubah, ASUAG et Fidhor). On relèvera encore la présence de quelques faiblesses épistémologiques débouchant sur des allusions parfois annexes à l'horlogerie (chapitres 1 et 14). Il n'en demeure pas moins que l'ouvrage dédié à la fabrique de Montilier est un bel exemple d'une utilisation de sources écrites, orales et iconographiques.

Johann Boillat

ROBERT

VADE RETRO, KOMINTERN!

Stéphanie Roulin, *Un credo anticommuniste. La commission Pro Deo de l'Entente internationale anticommuniste ou la dimension religieuse d'un combat politique* (1924-1945), Lausanne: Antipodes, 2010 (516 p.)

En marge de l'assemblée générale de la SHCF, le 8 mars 2011 au Musée d'art et d'histoire, Stéphanie Roulin a donné une conférence intitulée «Fribourg contre les sans-Dieu (1932-1935)» et centrée sur l'exposition itinérante montée par la Commission Pro Deo de l'EIA.

C'était au temps de la guerre froide, lorsqu'à la messe du dimanche on quêtait pour l'Eglise du silence persécutée derrière le Rideau de fer. Ayant suivi une conférence sur le communisme, mon grand-père, très remonté, mit en garde la tablée familiale: «Cette affaire-là, c'est la perfidie diabolique!» J'ai compris la formule comme une figure de rhétorique, une sorte d'hyperbole dans l'indignation. J'aurais dû prendre au pied de la lettre, ainsi que lui-même sans doute l'entendait, cette assimilation du bolchévisme au Mal absolu; pour un fidèle catholique, à Fribourg, sur la fin des années 1950, l'anticommunisme était un devoir religieux. Quelques décennies plus tôt, une organisation militante avait entrepris d'en convaincre les gens: la commission Pro Deo, émanation de l'Entente internationale anticommuniste (EIA). Elle fait l'objet du livre de Sophie Roulin, une thèse soutenue à l'université de Fribourg.

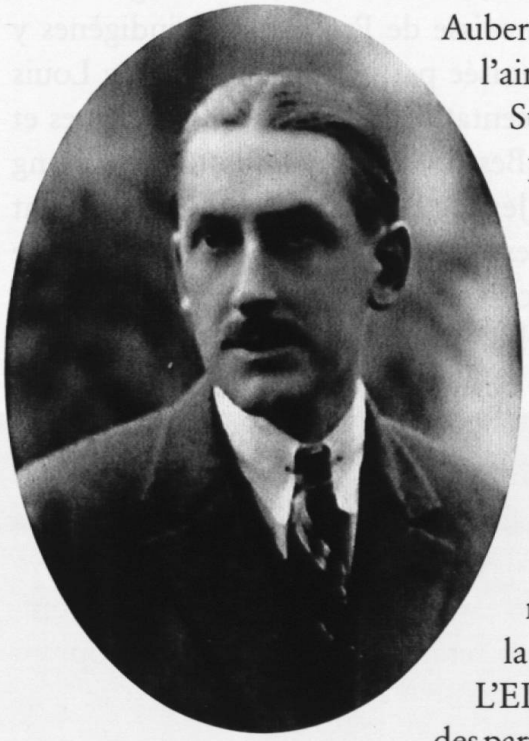
L'EIA, c'est un peu le double inversé de la IIIe Internationale, ou Komintern, qu'elle combat; et si l'on n'use pas, pour la nommer, du commode «Antikomintern», c'est tout simplement qu'une officine berlinoise dépendant du ministère nazi de la propagande jouit de cette appellation d'origine contrôlée. L'EIA se montre léniniste sous de multiples aspects. Elle l'est dans son principe, se donnant le rôle d'une élite directrice, tout comme le parti communiste prétend constituer l'avant-garde du prolétariat. Elle l'est dans ses méthodes, pratiquant le noyautage systématique des organisations de masse qui lui servent de relais, comme dans son fonctionnement, opaque et semi-conspiratif. Elle l'est dans son pragmatisme, enfin, qu'on peut appeler cynisme aussi, car l'EIA vise moins, avec Pro Deo, à défendre la religion qu'à l'instrumentaliser au profit d'une cause politique. L'EIA naît en 1924, alors que Staline arrive au pouvoir; Pro Deo en 1933, quand Hitler devient chancelier, mais elle se fixe un champ plus large et entend combattre le socialisme aussi bien que le bolchévisme, tous les deux étant marqués du péché originel: l'athéisme. Marx ne professait-il pas que «la religon est l'opium du peuple»?

Gonzague de Reynold, une recrue qui aurait été idéale… Portrait caricatural, dessin à la plume colorié, s. d., MAHF inv. 12942.

Il exista certes dès les années 1920 un anticommunisme de gauche, que les Français qualifient de républicain parce qu'il puise également aux sources de la Révolution de 1789. Maurice Agulhon observe même «qu'il a fourni à l'expansion du stalinisme en France ses freinages les plus efficaces[1]». Tel n'est pas le ton de l'EIA, qui naît dans les milieux les plus conservateurs ou réactionnaires qui soient: la banque genevoise et l'émigration russe blanche. L'organisation se structure et se développe autour du binôme formé par Théodore Aubert (on parle parfois de «Ligue Aubert » pour la désigner) et Georges Lodygensky. Le premier, grand bourgeois protestant, est un avocat d'affaires qui s'investit à plein dans la cause anticommuniste et fait une brève carrière politique; député au Grand Conseil en 1923-1925, conseiller national de 1935 à 1939 sous la bannière fascisante de l'Union nationale. Le second, né dans une famille de riches propriétaires en Russie tsariste, est un médecin que les hasards de la Grande Guerre puis de la guerre civile ont conduit d'Ukraine à Genève dans les milieux de la Croix-Rouge internationale; il est proche du général «blanc» Wrangel. L'EIA, dans la mesure du moins où les exilés russes y furent bien présents au début, a pu rêver quelque temps d'isoler l'URSS, par un travail de lobbying diplomatique, jusqu'à l'implosion du régime soviétique et même au retour d'un tsar sur le trône, car il ne manquait pas de grands-ducs en *stand by*; mais le réalisme la recentra progressivement sur un travail de propagande en direction de publics ciblés, basé sur un «anticommunisme de valeurs»: défense de la patrie, de la famille, de la propriété privée et de la religion.

Sur le front religieux, l'EIA choisit deux axes de combat: contre les persécutions religieuses en Russie soviétique et contre les progrès de l'athéisme en Europe, qu'elle mesure à l'aune des mouvements libres-penseurs. La composition interconfessionnelle de Pro Deo l'invite à prôner une sorte d'union sacrée face aux sans-Dieu, mais il ne s'agit en aucune manière d'esprit œcuménique. Les hiérarchies ecclésiastiques n'en veulent pas entendre parler; et si les relations entre pasteurs, prêtres et popes, ainsi que leurs ouailles, au sein de ce petit groupe, sont courtoises voire amicales, au-dehors l'esprit du temps serait plutôt à la polémique entre chrétiens, pour le moins à la méfiance. Sous cet aspect, Genève fait d'ailleurs figure d'arène de combat plus que de havre de paix. La localisation du siège de l'EIA au bout du Léman n'en était pas moins judicieuse. La Croix-Rouge internationale et la Société des Nations favorisaient toutes sortes de contacts et la vie sociale y permettait de

[1] M. Agulhon, *Histoire et politique à gauche*, Paris 2005, p. 41. Voir aussi Jean Vigreux, «A propos de l'anticommunisme de gauche en France», dans: Michel Caillat et al. (éds), *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse*, Zurich 2009.



Le docteur Georges Lodygensky, âme de l'EIA, dans les années 1920. Coll. privée, photo aimablment transmise par l'auteure.

croiser bien des réseaux. Au surplus, la «Ligue Aubert» s'épanouissait principalement dans l'aire francophone: France, Belgique, Suisse romande. Fribourg, dans ce paysage, tenait son rôle de bastion conservateur; on y était bien loin des émotions genevoises, des empoignades entre la gauche musclée de Léon Nicole et la droite extrémiste de Géo Oltramare. A Fribourg, on vibrait unanimement au culte des soldats du régiment 7 morts de la grippe en novembre 1918 à Berne, pendant la grève générale, et promus martyrs de la défense du pays contre la révolution communiste.[2]

L'EIA trouva donc au bord de la Sarine des parrains bienveillants, comme le conseiller d'Etat Ernest Perrier; des théoriciens de la collaboration de classe, comme l'abbé Savoy; des supporters et zélateurs, comme le colonel Roger de Diesbach et son fasciste cousin Fred; mais aussi d'étranges militants, tel Dimitri de Zoubaloff. Ce catholique russe ou plutôt géorgien, époux d'une fille Blancpain, proche de Jean-Marie Musy, s'affairait aussi dans le cinéma. Surtout, Fribourg en tant que siège épiscopal constituait un enjeu religieux d'importance pour Pro Deo; mais, tout anticommuniste qu'il fût, Mgr Besson évita autant que possible de se mouiller personnellement dans ce bouillon interconfessionnel. C'est le chanoine John Rast qui mena en première ligne la croisade antibolchévique. De même Gonzague de Reynold, qui eût fait une recrue de rêve et avait de nombreux contacts avec l'EIA, en particulier avec Théodore Aubert, demeura-t-il à l'écart de Pro Deo.

Curieusement, quand Pro Deo vint présenter à Fribourg son exposition itinérante «Les sans-Dieu», du 23 février au 15 mars 1934, l'accueil fut discret. On frisait quasiment la clandestinité! Pas de publicité dans la presse, un compte-rendu flou et tardif dans *La Liberté*, accès uniquement sur invitation, «public» généralement encadré par son clergé. La manifestation, si le mot convient, avait lieu dans une maison de la Grand-Rue que

[2] Voir le mémoire de licence de Laurent Andrey, *La mémoire des "sombres journées" de novembre 1918 à Fribourg*, université de Fribourg, 2002.

l'historienne n'a pu identifier. A trois jours de la fin, une vingtaine de personnes fondèrent la commission suisse de Pro Deo; les indigènes y faisaient nombre, l'affaire étant organisée par le chef de la police Louis Gauthier, honorée d'une forte représentation des autorités politiques et gratifiée des encouragements de Mgr Besson. Deux ecclésiastiques de rang plus modeste, le chanoine Rast et le Jésuite Karl Stark, de Zurich, étaient de la partie en tant que responsables de l'Action populaire catholique suisse, organisation de masse du parti conservateur. Un vrai bottin mondain de la république post-pythonienne! L'empreinte de ce conservatisme allait durer bien plus longtemps que l'Entente anticommuniste…

Et nul n'aurait osé rêver, alors, qu'on verrait cinquante-cinq ans plus tard les drapeaux de l'Union soviétique flotter par dizaines dans les rues de Fribourg, et les vitrines porter de gigantesques inscriptions souhaitant la bienvenue, en russe, à deux officiers de l'Armée rouge: le capitaine Slava Bykov et le major Andrei Khomutov. La religion étant devenue accommodante, c'est le hockey sur glace qui ferait office, désormais, d'opium du peuple.

Jean Steinauer